

Accord national

ORGANISATION DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE EN AGRICULTURE

Avenant n° 7 du 3 février 2023

NOR : AGRS2397089M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles FNSEA ;
Fédération nationale des entrepreneurs des territoires FNEDT ;
Union nationale des entrepreneurs du paysage UNEP ;
Fédération nationale du bois FNB ;
Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole FNCUMA ;
Union syndicale des rouisseurs tailleurs de lin de France USRTL ;
Fédération des forestiers privés de France FFPPF ;
Association française des parcs zoologiques AFdPZ,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;
Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;
Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO ;
Fédération CFTC de l'agriculture ;
Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Comme prévu à l'article 2 de l'accord d'élargissement du champ conventionnel de la branche de la production agricole et des CUMA à la branche des parcs zoologiques privés ouverts au public du 1^{er} février 2022, les partenaires sociaux font évoluer l'accord national du 21 janvier 1992 modifié relatif à l'organisation de la négociation collective en agriculture pour intégrer la branche des parcs zoologiques.

Dans la mesure où le présent avenant a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulière-

ment applicables et que, par conséquent, ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 1^{er} | Champ d'application de l'accord

Le champ d'application de l'accord étant défini par ses signataires, la signature de l'AFdPZ entraîne par conséquent l'application des dispositions de l'accord aux parcs et jardins zoologiques privés ouverts au public.

Article 2 | Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur au 1^{er} jour du trimestre qui suit le trimestre du jour de la parution de l'arrêté d'extension.

Article 3 | Dépôt et extension

La partie la plus diligente est chargée d'effectuer les formalités d'usage en vue du dépôt et de la demande d'extension du présent avenant conformément aux textes en vigueur.

Fait à Paris, le 3 février 2023.

(Suivent les signatures.)